



ANALYSE

2017/04

# La douleur des chiffres

## La douleur des chiffres

Depuis son tristement célèbre : « Et quand t'es une star, elles te laissent faire. Tu peux tout faire. Les choper par la chatte »<sup>1</sup>, plus personne sur cette planète ne se fait d'illusion sur le machisme latent de Donald Trump. Cela dit, l'élection du milliardaire s'impose à nous comme un électrochoc et nous pousse à revoir nos certitudes. Lorsque l'on voit la vague rétrograde qui déferle sur l'Europe<sup>2</sup>, sommes-nous certains que les citoyens de ce côté de l'Atlantique se distancient réellement de la vision « trumpienne » des femmes ? La violence des propos du nouveau président américain n'est-elle pas, chez nous aussi, monnaie courante ?

### L'optimisme européen

Hasard du calendrier, un rapport spécial de la Commission européenne sur les violences liées au genre<sup>3</sup> était publié au moment même où Donald Trump était élu président. De quoi nous éclairer en détails sur les accointances entre les représentations des Européens et la misogynie affichée du nouveau président des États-Unis. Et à la lecture des conclusions du rapport, l'heure semble être à l'optimisme<sup>4</sup>.

L'une des raisons principales de ce sentiment positif ne vient pas d'une diminution sensible des violences basées sur le genre en Europe mais davantage du fait que la population se dit consciente du problème et qu'elle le condamne vigoureusement<sup>5</sup>. Ainsi, trois quarts (74%) des citoyens européens<sup>6</sup> n'hésitent pas à dire que la violence domestique à l'égard des femmes est courante dans leur pays et ils sont 96% à dire qu'elle est inacceptable<sup>7</sup>.

De la même manière, ils sont plus de 90% à juger que la violence physique comme psychologique sont à proscrire et 70% à se dire conscients que le harcèlement est récurrent dans leur pays.

En outre, 84% des Européens sont lucides quant au fait que la violence faite aux femmes est avant tout une violence familiale<sup>8</sup>. Par ailleurs, ils sont plus de la moitié (57%) à mentionner que les viols sont plus souvent commis par une connaissance de la victime<sup>9</sup>.

En somme, il est heureux de constater que la population européenne n'élude pas la réalité de cette violence faite aux femmes et qu'elle la condamne unanimement. Ces chiffres invitent donc a priori à l'optimisme et à avoir confiance dans la capacité des campagnes de sensibilisation menées jusqu'ici à influencer positivement les citoyens européens et les départir de leurs clichés sexistes.

### Une ombre belge au tableau

Néanmoins, comme toujours, les chiffres disent ce qu'on veut bien leur faire dire. Si une première lecture des données de cette étude pousse à l'optimisme, nous aurions tendance à nuancer ces propos par l'entremise d'une seconde analyse dont les résultats apparaissent comme bien plus graves que l'on ne pourrait le croire a priori.

Et lorsque l'on se plonge dans les eaux sombres des représentations des violences faites aux femmes, cela peut faire mal. Surtout lorsque l'on s'intéresse de près aux statistiques belges.

Alors qu'en moyenne, les Européens sont trois quarts (75%) à oser dire que la violence domestique est courante dans leur pays, les Belges, eux, ne sont que deux tiers (65%) à faire cette confession. Si ces chiffres ne sont déjà pas très reluisants, notons, en outre, que le taux de citoyens belges conscients de ces problèmes a diminué de 12% depuis 2010<sup>10</sup>. Alors que les premières conclusions nous faisaient penser le contraire, n'est-ce pas là le signe d'un manque criant d'efficacité des dernières campagnes de sensibilisation en Belgique?

D'autant plus quand on sait que 15% des Européens estiment que la violence domestique est une affaire privée qui doit se régler en famille. Et là encore, notre pays se distingue par son retard effarant. En Belgique, le taux de citoyens jugeant que cette violence intra familiale ne regarde pas la loi s'élève à un sur quatre (25%)<sup>11</sup>.

Et ce raisonnement va même encore plus loin. En effet, plus d'un Belge sur trois (35%) ne jugent pas devoir dénoncer des faits de violence domestique parce que cela ne les concerne pas.<sup>12</sup> Précisons, là encore, que la moyenne européenne est bien en-dessous de la belge avec un taux de 25%.

Par conséquent, cette première plongée dans les représentations des violences domestiques confirme qu'en tant que Belges, nous nous devons de nous distancer de l'optimisme initial de cette étude. La consternation qui nous envahit à la lecture de ces chiffres doit-elle se limiter à la seule violence intra familiale ? Ne s'appliquent-elle pas aussi à ces perceptions rétrogrades énoncées à propos des autres formes de violence de genre telles que le harcèlement et le viol ?

### **Une goujaterie pas si « trumpienne »**

Lors de la course à la Maison Blanche, les révélations de harcèlements et de propos orduriers attribués à Donald Trump ont suscité une vague d'indignation de ce côté de l'Atlantique. Mais n'est-ce pas là le signe d'une certaine hypocrisie ? Sommes-nous si différents de l'Amérique qu'incarne le milliardaire président en ces matières ?

Là encore, une fois la couche de vernis grattée, l'optimisme apparent de l'étude européenne laisse place à une réalité bien moins éclatante. Si neuf Européens sur dix disent tout le mal qu'ils pensent de cette violence de tous les jours, très peu assument son côté illégal.

Notons tout d'abord que la violence psychologique est sous-estimée et que trop peu sont conscients de sa gravité. Les Européens estimant que le fait de dénigrer de façon incessante sa-son partenaire de manière à générer un sentiment d'infériorité ne devrait pas être illégal sont, en effet, plus nombreux (44%) que ceux qui jugent que cela concerne la justice (39%)<sup>13</sup>. Plus encore, près d'une personne sur cinq pense que prendre le contrôle sur quelqu'un en l'isolant de son entourage ou en lui confisquant ses papiers, son argent ou son téléphone ne devrait pas être illégal<sup>14</sup>.

Et force est de constater que ce taux dramatiquement haut de personnes reniant la gravité de ces formes de violence fait partie d'une tendance qui englobe également le harcèlement plus direct. De cette manière, 18% des Européens considèrent qu'il ne devrait pas être illégal de toucher un-e collègue de manière inappropriée. Et notons que les proportions sont similaires pour l'envoi de courriels ou de messages à caractère sexuel<sup>15</sup>.

Cette violence est même encore davantage tolérée lorsqu'il s'agit du harcèlement ordinaire de rue. Deux Européens sur cinq (41%) considèrent, en effet, que faire des commentaires ou des blagues sexistes et outrancières en rue ne devrait pas être puni par la loi. Et il est intéressant de remarquer que ce taux est le même en Belgique malgré le très grand bruit médiatique et politique qu'a fait le documentaire tourné dans les rues de Bruxelles en 2012 et qui a débouché sur une loi condamnant de un mois à un an de prison et/ou à une amende de 50 à 1000 euros l'auteur de tout geste ou comportement qui a pour but d'exprimer un mépris envers une personne en raison de son sexe<sup>16</sup>.

Enfin, le plus effarant et effrayant peut-être est qu'une personne sur dix en Belgique, comme en Europe en général, trouve qu'il ne devrait pas être illégal d'avoir une relation sexuelle forcée avec sa partenaire<sup>17</sup>.

## « Elle l'a bien cherché. »

Le dernier lieu d'investigation de l'enquête aborde la plus insupportable des violences basées sur le genre : le viol. Et là encore, les chiffres révélés sont loin d'inviter à l'optimisme.

Près d'une personne sur quatre en Europe et en Belgique (22%) estime que les femmes exagèrent lorsqu'elles se disent victimes de viol<sup>18</sup>. Lorsque l'on sait la difficulté que les femmes<sup>19</sup> ont pour oser en parler et dénoncer leur agresseur, il est horrifiant de voir qu'autant de personnes puissent estimer qu'il s'agit d'affabulations.

Mais le plus grave est qu'une femme sur cinq (20%) partage ce même avis. Et si l'on s'intéresse à l'âge des répondantes, on constate que les plus âgées sont plus dures encore avec les victimes de viols. 23% des femmes de 55 ans et plus estiment que ces plaignantes affabulent ou exagèrent, soit même plus que la moyenne européenne!

Cette position intransigeante réprobatrice que portent les femmes les plus âgées sur les victimes de viol est d'ailleurs encore plus flagrante lorsqu'il s'agit de juger les responsabilités de l'acte. Ainsi, si un Européen sur six (17%) est convaincu qu'un viol est souvent provoqué par la victime, il est effarant, à nos yeux, de constater que les femmes âgées de 55 ans et plus sont encore plus nombreuses à le croire (20%)<sup>20</sup>.

Enfin, l'étude s'achève sur un point si affligeant qu'il ôte définitivement le droit aux Européens de faire des leçons de morales aux électeurs de Donald Trump. En effet, il se fait que 27% de la population, soit plus d'une personne sur quatre, estime que le viol peut trouver une justification dans les circonstances suivantes :

- si la victime est saoule ou se drogue;
- si elle rentre volontairement à la maison avec son agresseur;
- si elle porte des vêtements provoquants ou sexy;
- si elle ne dit pas clairement non ou si elle ne repousse pas son agresseur ;
- si elle a flirté avec son agresseur;
- si elle marche seule la nuit;
- si elle a plusieurs partenaires sexuels;
- si son agresseur ne se rend pas compte de ce qu'il fait ;
- si son agresseur exprime des regrets.

Le malaise que l'on peut éprouver à la lecture de ces données est encore accentué lorsque l'on sait qu'en Belgique, quatre personnes sur dix (40%) estiment, en effet, qu'il peut y avoir des justifications au viol<sup>21</sup>. Et, dans le même esprit, un citoyen sur vingt en Belgique trouve une justification au rapport sexuel non consenti si l'agresseur exprime des regrets, soit le pire taux de toute l'Europe<sup>22</sup>.

## Cessez de faire l'autruche

En somme, ces derniers temps, sous le prétexte de nos valeurs européennes, nous avons dénoncé le fait qu'en Inde, des victimes de viols sont contraintes d'épouser leur agresseur, ou encore qu'en Turquie, une loi allant dans ce sens ait été proposée au vote de l'Assemblée. Bien sûr, nous nous sommes aussi insurgés contre la misogynie affichée par Donald Trump et ses premières décisions concernant l'IVG. Nous pouvons également pointer du doigt la Russie de Vladimir Poutine qui vient de dépénaliser la violence intra familiale pour des faits n'entraînant pas l'hospitalisation<sup>23</sup>. Mais l'honnêteté nous pousse à balayer aussi devant notre porte et à fustiger d'autant plus fort l'ahurissante passivité, voire permissivité, dont font preuve les citoyens européens et belges, plus particulièrement, en matière de violence faite aux femmes.

Si quatre Belges sur dix estiment que le harcèlement de rue ne devrait pas être illégal, si la même proportion trouve certaines justifications au viol, si les femmes âgées de 55 ans et plus sont les plus dures avec les victimes et sont les plus nombreuses à trouver qu'elles sont responsables de leur propre viol, et enfin, si les chiffres de conscientisation par rapport à la violence domestique sont, chez nous, en régression de 12% par rapport à 2010, on ne peut nier plus longtemps l'existence d'un gigantesque problème.

Ces chiffres sont difficiles à digérer mais ils doivent aussi pousser les acteurs de terrains à revoir leurs modes d'action. Remarquons, à ce propos, que les composantes politiques francophones du pays viennent de se doter d'un nouveau plan contre les violences sexistes et intra familiales et ont relancé une campagne au slogan éclairant : « Rien ne justifie la violence conjugale. »<sup>24</sup> Cependant, cela ne doit pas s'arrêter là. Il faut déjouer tous les stéréotypes et les clichés qui poussent à cette banalisation de la violence de genre. Et cela est particulièrement de notre devoir, à nous, mouvement de femmes en milieu rural<sup>25</sup>.

Car sans ce travail sur les mentalités, ces statistiques n'auront aucune chance de baisser. Ainsi, rappelons qu'en Wallonie, 18 viols sont commis chaque jour, qu'une victime sur deux est mineure (53%), qu'une affaire de coups et blessures volontaires sur quatre concernent de la violence conjugale et enfin qu'une femme sur trois (36%) en Belgique a subi des violences physiques et/ou sexuelles depuis l'âge de 15 ans<sup>26</sup>. Combien de temps encore allons-nous nous cacher la tête dans le sable ou pire, trouver des justifications à de tels faits?

Corentin de Favereau  
Chargé d'études et d'analyses



Avec le soutien de



*Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet [www.acrf.be](http://www.acrf.be)*

*L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.*

*Merci !*

<sup>1</sup> <http://lalibre.be/dernieres-depeches/afp/les-derapages-repetes-de-donald-trump-sur-les-femmes-57f91e58cd70e9985fec1be0>, site consulté le 26 janvier 2017.

<sup>2</sup> DE FAVEREAU, C., *Le conservatisme aux portes de l'Elysée*, analyse 2017/01, ACRF-Femmes en milieu rural, Assesse, 2017.

UGEUX, G., *L'Europe ignore-t-elle la souffrance des femmes? Des droits sexuels et reproductifs mis à mall*, étude 2014/2, ACRF-Femmes en milieu rural, 2014. <http://acrf.be/wp-content/uploads/2014/12/Etude-Droits-sexuels-et-reproductifs2.pdf>, site consulté le 26 janvier 2017.

<sup>3</sup> European Commission, Special Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016.

<http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.

<sup>4</sup> European Commission, Special Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 67.

<http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.

<sup>5</sup> « Across the EU there is widespread agreement that domestic violence, sexual harassment and other acts of gender-based violence are unacceptable or wrong. » European Commission, Special Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 67.

<http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.

<sup>6</sup> Bien que l'étude contienne des chiffres uniquement dédiés à la gent masculine, l'emploi du genre masculin, dans ce contexte, est à comprendre selon les règles orthographiques en vigueur et englobe donc à la fois la population féminine et masculine.

- <sup>7</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 6.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>8</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 7.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>9</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 56.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>10</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 11.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>11</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 37.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>12</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 32.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>13</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 39.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>14</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 42.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>15</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 46.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>16</sup> <http://lalibre.be/actu/belgique/la-loi-contre-le-harcelement-de-rue-fait-pschitt-58693b18cd708a17d5542d73>
- <sup>17</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 7.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>18</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 58.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>19</sup> <http://socialsante.wallonie.be/?q=news-violence-contre-les-femmes>, site consulté le 30 janvier 2016.
- <sup>20</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 59.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>21</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 65.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>22</sup> Eurobarometer 449, *Gender-based Violence*, novembre 2016, p. 63.  
<http://ec.europa.eu/COMMFfrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2115>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>23</sup> [http://lemonde.fr/europe/article/2017/01/26/contre-les-valeurs-occidentales-la-russie-depenalise-les-violences-domestiques\\_5069197\\_3214.html](http://lemonde.fr/europe/article/2017/01/26/contre-les-valeurs-occidentales-la-russie-depenalise-les-violences-domestiques_5069197_3214.html), site consulté le 30 janvier 2017.
- <sup>24</sup> <http://journaldemarie.be>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>25</sup> Voir notamment <http://alteregales.be>, site consulté le 26 janvier 2017.
- <sup>26</sup> <http://socialsante.wallonie.be/?q=news-violence-contre-les-femmes>, site consulté le 30 janvier 2017.